



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

16/05/2024

Pas de trêve pour la lutte de classe face à l'offensive de Macron et de son gouvernement

Le gouvernant ose parler de concorde ou de fraternité, mais le système capitaliste qu'il défend est basé sur l'exploitation de la force de travail, la lutte permanente pour contrôler les matières premières et les marchés. Le système capitaliste engendre le chômage, la vie chère, la misère et la guerre afin que les profits des multinationales battent record sur record. Il n'y a pas de trêve pour la lutte de classe. L'exploitation ne va pas s'arrêter pendant les JO...et la politique violente anti sociale menée par Macron et le gouvernement frappe quotidiennement des millions de français. Chaque jour ces pyromanes sont prêts à jeter de l'huile sur le feu pour renforcer leur domination en exécutant la feuille de route du capital.

Attal et son gouvernement sont mandatés pour mener plus loin les réformes anti sociales.

*À 17 000 km de Nouméa les députés Renaissance, LR, RN ont voté l'élargissement du corps électoral en Nouvelle-Calédonie afin de permettre aux partis non-indépendantistes de l'archipel d'assurer leur domination sur les institutions locales. Des milliers de manifestants se sont rassemblés le 13 mai à l'appel des partis indépendantistes pour protester contre la continuation de la colonisation sous couvert de démocratie électorale. Le gouvernement, le sénat, le parlement sèment la colère récoltant la tempête. Des jeunes se révoltent, pour une partie d'entre eux la coupe est pleine. L'impérialisme français a colonisé la Nouvelle-Calédonie, il y a 170 ans massacré les Kanaks au point qu'ils soient minoritaires dans leur propre pays. Depuis, les Kanaks sont toujours les plus pauvres, plus nombreux au chômage et les plus mal logés. « *Le chômage des jeunes (15-25 ans) s'élève à 36% contre 22% dans la France entière. Selon les derniers chiffres disponibles, 17% des foyers calédoniens vivraient sous le seuil de pauvreté relatif, soit 53.000 personnes, dont un tiers d'enfants de moins de 14 ans. Les écarts de revenus sont environ deux fois plus élevés qu'en métropole* » (La Tribune, 16 mai 2024).

La seule réponse du pouvoir c'est de décréter un couvre-feu et l'interdiction des manifestations. Darmanin a décidé d'envoyer en urgence 400 militaires et policiers supplémentaires depuis la France. L'impérialisme français veut garder ses possessions dans le Pacifique (lien hebdo 869). Notre parti fidèle au principe de la solidarité internationaliste du mouvement révolutionnaire soutient sans réserve la légitime revendication d'indépendance.

* En Normandie un convoi pénitentiaire a été attaqué à l'arme lourde lors du transfert d'un détenu incarcéré au tribunal dans le cadre d'une procédure criminelle. Deux agents ont été tués, 2 autres sont en urgence vitale et un autre a été blessé. Toutes nos pensées vont aux victimes, à leurs familles et à leurs collègues de travail. L'ensemble des établissements et structures pénitentiaires sont bloquées pour exprimer l'émotion et le soutien à leurs collègues morts en service. La aussi la politique du gouvernement est directement responsable : réduction budgétaire impactant directement les détentions, les extractions, surpopulation pénale et carcérale, baisse des effectifs. Le personnel attend une réelle prise en compte des moyens nécessaires à mettre en place pour des services publics débarrassés de toute notion de rentabilité, compétitivité, profitabilité, c'est cela l'enjeu de société. Le financement doit être assuré par les richesses créées par le travail, aujourd'hui totalement accaparées par les multinationales pour leurs profits.

*Neuf soignants syndiqués du milieu hospitalier sont convoqués au commissariat de Quimper pour des gardes-à-vue. Leurs convocations font suite au dépôt de plainte de la part de la direction du centre hospitalier universitaire (CHU) Brest-Carhaix contre eux. Motif : ces soignants faisaient partie d'une action d'occupation des locaux de l'Agence régionale de santé située à Quimper, le 14 septembre 2023.

Huit mois plus tard, une dizaine de personnes ont reçu des convocations et seront entendus par la police pour « séquestration » et « violences en réunion ». Ces soignants demandaient la réouverture 24 heures sur 24h de l'accueil du service des urgences de leur hôpital de Carhaix.

Les soignants en cellule, est la seule réponse du gouvernement face au manque de moyens et au manque de personnels dans les hôpitaux. Ils n'ont fait que défendre leur hôpital, l'offre et l'accès aux soins pour la population, face à une direction et des pouvoirs publics qui refusent d'assurer la continuité et la qualité des soins.

*Des organisations syndicales de Radio France appellent à la grève les 23 et 24 mai tirant la sonnette d'alarme quant à la liberté d'expression, au risque de formatage, aux conditions d'exercice du journalisme au sein du service public. Les projets de fusion de radio France, France télévision, France média monde et l'INA créeront les conditions d'une allégeance au pouvoir, une mise sous tutelle et réduiront drastiquement les moyens et la voilure du service publics. Nous affirmons notre solidarité avec les personnels mobilisés, appelons à défendre et promouvoir et à respecter la liberté d'expression. Nous demandons le déploiement d'un service public de l'audiovisuel à la hauteur des enjeux de notre temps.

*À l'appel des branches éducation de la CGT, SUD et FO, les personnels de l'Éducation nationale étaient en grève ce mardi 14 mai. Le 25 mai, six syndicats enseignants (FSU, FO, UNSA, CGT, CFTD, SUD) organisent des marches partout en France avec les parents d'élèves de la FCPE. Deux dates importantes de mobilisation contre la réforme du « choc des savoirs », qui doit s'appliquer dès la rentrée de septembre. Cette réforme inclut en particulier la mise en place de groupes de niveaux en français et mathématiques tout au long du collège. Une mesure qui « *instaure une ségrégation assumée entre les élèves en difficulté et les autres ainsi qu'une discrimination sociale* » dénoncent la CGT Éduc'action, Sud Éducation, et la Fnec-FP FO dans leur communiqué commun. Ce que veut le grand capital, c'est une éducation nationale exclusivement adaptée à son service. Défendre l'éducation nationale et le droit des jeunes à une formation de qualité reconnue par des diplômes nationaux est un combat. Défendre les conditions d'éducation des personnels est indispensable.

*D'autres mesures frappent durement la jeunesse subissant de plein fouet la politique de Macron. Les études sont devenues un calvaire. Macron impose un contrôle et une sélection comme ParcoursSup, toujours plus drastique et violente laissant sur le carreau nombre de jeunes. Envoyer en formation et alternance des enfants de 12 ou 13 ans pour l'apprentissage en 5^{ème} est un moyen de renforcer une école de plus en plus au service du patronat. Une main d'œuvre gratuite avec le "contrat d'engagement jeune" (CEJ), la généralisation du service national universel (SNU), un service civique gratuit.

*La nouvelle réforme de l'assurance chômage a pour objectif de réduire encore plus les allocations et leur durée.

Face à toutes ces attaques contre les salariés, une seule réponse : la lutte.

Ce que Macron et le patronat capitaliste redoutent, c'est leur développement. De nombreuses luttes ont lieu dans les entreprises. Le rejet de cette politique s'exprime contre la casse de leurs conditions de travail et pour l'augmentation des salaires. Des grèves pour les salaires, les conditions de travail se poursuivent à travers tout le pays.

C'est tous ensemble qu'il faut lutter. La lutte doit grandir. La lutte économique et sociale partout et tous ensemble contre la politique de Macron. La lutte politique contre le capital afin d'imposer un changement fondamental de politique. Notre parti appelle à s'unir tous ensemble pour la mener. Les élections européennes du 9 juin c'est une étape dans cette lutte. Tous ensemble nous sommes une grande force pour faire reculer le capital et Macron. Vous avez toute votre place dans ce combat en votant le 9 juin pour la liste présentée par le **Parti Révolutionnaire Communistes**, liste conduite par Olivier Terrien, aide-soignant et Martine Moreau, employée. Elle est composée de 40 femmes et 41 hommes, elle sera la seule liste à appeler à organiser la résistance populaire et la lutte pour dire NON à l'Europe capitaliste. NON à la politique de Macron.